

**Groupe des Elus Communistes et Républicains,  
Front de Gauche au Département de Seine-Maritime**

**Séance du mardi 2 février 2016**

## **Débat de politique départementale**

**Intervention d'Hubert Wulfranc**

### **L'Assemblée des Départements de France, le Département de Seine Maritime en guerre contre le Gouvernement ?**

#### **De la parole aux actes...**

Mes chers collègues,

Incapable de régler les problèmes auxquels notre société est confrontée depuis des années, sous le coup de l'urgence sociale frappant une majorité de nos concitoyens, les pensionnés du pouvoir, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier qui s'y verraient bien y retourner demain, font diversion pour masquer leurs propres compromissions, bien qu'ils partagent globalement la même feuille de route libérale

Il en va ainsi de l'Association des Départements de France, dominée aujourd'hui par la Droite et présidée par Dominique Bussereau, qui multiplie les coups de menton médiatique pour marquer son opposition au Gouvernement sur la question du financement des allocations individuelles de solidarité et en particulier du RSA.

Les dépenses de RSA ne cessent de progresser dans le sillage des plans de licenciement qui se multiplient alors que les financements de l'Etat aux Départements ne suivent pas. Ce problème perdure depuis le transfert de compétence du RMI opéré par le gouvernement Raffarin.

Les élus départementaux de droite, alors dans l'opposition dans de nombreux Départements, fustigeaient auparavant les actions menées par les majorités de gauche pour obtenir la compensation financière intégrale des dépenses sociales transférées. Aujourd'hui les mêmes en responsabilité sont dorénavant vent debout contre le Gouvernement socialiste qui dans les faits, s'est inscrit sur ce point dans les pas de ses prédécesseurs de droite.

Face aux manœuvres dilatoires et aux placebos du 1<sup>er</sup> Ministre sur la problématique du financement du RSA, le Président de l'ADF a indiqué, il y a quelques jours, préparer des actions fortes. Déjà, des exécutifs départementaux de Droite, ou socialistes, déclarent être sur le point de prendre des mesures pour faire réagir le Gouvernement. Dans ce sens, certains affirment qu'ils gèleront les crédits du RSA à hauteur de ceux votés en 2015 à l'instar du Président du Conseil Départemental de Seine Saint Denis.

Pour autant, les masques commencent déjà à tomber.

Un certain nombre de Départements de droite ont déjà voté, ou vont voter, des hausses d'impôts significatives à rebours de leurs discours pré-électoraux. La Seine et Marne fera ainsi passer ses taux sur le foncier bâti de 15,70 à 18%, l'Essonne de 12,69 à 16,37%, le Val d'Oise de 13,25 à 17,18%. Enfin, le Département des Yvelines a déjà fait passer son taux sur le foncier bâti de 7,58 à 12,58% soit une hausse record de 66%. Les Départements des Vosges et de la Marne ont également indiqué devoir augmenter les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties, d'autres y réfléchissent sérieusement tels que le Gard ou encore le Maine et Loire. Cette liste n'est ni clause, ni exhaustive.

Les Présidents de droite des 5 Départements Normands, autour du Président de la Région, réunis en G6, semblent déjà en rabattre sur leurs engagements électoraux en annonçant récemment dans la presse, que les taux de la fiscalité directe de leur collectivité n'augmenteraient pas en 2016. En 2016... alors qu'ils parlaient initialement de la durée de leurs mandats. Pourquoi faire état d'une précision si lourde de sens ? Envisageriez-vous déjà, ainsi que vos collègues, de remiser au placard cette promesse électorale un brin démagogique.

Quoique vous en disiez, la population est encore et toujours le cœur de cible de l'austérité. Une austérité que certains appliquent dans une optique de normalisation à la politique libérale qui est désormais la leur, et que d'autres, par anticipation, mettent déjà en œuvre à l'échelon local et qu'ils espèrent pouvoir amplifier à l'échelle nationale en 2017.

Loin des coups de menton, et des propos guerriers contre l'austérité imposée par le Gouvernement, c'est un repli austéritaire assumé qu'organise la droite et ce, en totale osmose avec la politique gouvernementale des Valls, Macron, Sapin et Lebranchu.

A ce titre, permettez-moi de vous illustrer cette osmose idéologique et politique, et son corollaire une nouvelle vague de précarisation du corps social.

Sur l'indemnisation des privés d'emploi ; La droite, le MEDEF et le Gouvernement s'accordent sur la nécessité de réduire ou de rendre dégressives les allocations chômage. Les personnes victimes du chômage qui auront cotisés préalablement pour obtenir ces droits apprécieront...

Sur les 35 heures, les annonces du Gouvernement procèdent de la même philosophie que la droite : En finir une bonne fois pour toute avec la réduction du temps de travail. Ainsi, il est proposé d'autoriser la conclusion d'accord d'entreprise, là où le chantage patronal est le plus fort, permettant de limiter la majoration des heures supplémentaires à 10% ou pourquoi pas même à 1% comme le souhaiterait le Ministre de l'Economie. Une telle mesure, si elle était adoptée, reviendrait à euthanasier définitivement la loi sur les 35h. Déjà, des Départements tenus par la droite ont décidé d'augmenter la durée de travail hebdomadaire de leurs agents.

Cette accointance idéologique et politique apparaît tout aussi ostensiblement dans le cadre du débat sur la simplification du code du travail. Gouvernement socialiste, droite et MEDEF fustigent à l'unisson une prétendue complexité du code du travail. Les protections

collectives apportées aux salariés, notamment contre les licenciements, seraient autant d'obstacles à l'embauche des privés d'emploi. Il faudrait, nous dit on, flexibiliser la relation salarié/employeur, comprendre, organiser la pression à la baisse des salaires et permettre les licenciements express.

Il en va également de la course à l'échalote de l'austérité organisée entre le Gouvernement socialiste, qui entend tenir coûte que coûte, son objectif de réduction du budget de l'Etat à hauteur de 50 milliards d'euros, et les ténors de la droite trop heureux de surenchérir à hauteur de 100 milliards d'euros pour riposter aux incursions du Gouvernement qui braconne sur ses thèmes politiques.

Mesdames et messieurs les libéraux, vous êtes tellement vrai que la numéro 1 du Front National est elle-même amenée à réaffirmer ses fondamentaux libéraux pour peser sur des mesures en débat pour déréguler et amplifier la mise sous pression des salariés. Il en va de même pour le retour aux 39 heures, la non remise en cause du recul de l'âge de la retraite ou la désignation des fonctionnaires déclarés bien lotis y compris les plus petits.

Pour les élus communistes / front de gauche lutter contre le chômage, ce n'est pas faciliter les licenciements ou accorder des cadeaux au patronat dans l'espoir d'hypothétiques embauches. C'est d'abord défendre l'économie française sur tous les fronts par une intervention forte de l'Etat : pour construire une politique portuaire et maritime, pour un développement du transport ferroviaire, pour une politique agricole basée sur la proximité, pour une politique de réindustrialisation, une politique du raffinage, une politique de relocalisation.

C'est mettre en échec, en frappant là où ça fait mal, c'est-à-dire sur leurs comptes en banque, les dirigeants d'entreprise et actionnaires qui licencient abusivement. A ce titre, je me permets de vous rappeler que les parlementaires communistes ont soumis en 2013 une proposition de loi visant à interdire les licenciements boursiers ainsi que les licenciements abusifs.

Lutter pour l'emploi, c'est aussi encourager la reprise d'entreprise par ses salariés ou encore la commande publique et notamment avoir le droit de favoriser celles qui misent sur l'emploi local, sur la production locale.

Comme je l'ai exposé précédemment, les différents gouvernements successifs ont placé les collectivités locales, et en particulier les Départements, dans une situation budgétaire inextricable en l'absence de mesures de financement adaptées. La situation atteint aujourd'hui un point critique puisqu'une dizaine de départements se déclare actuellement dans l'incapacité d'honorer le versement des allocations individuelles de solidarité sur l'ensemble de l'année 2016.

Depuis 2004, l'Etat a laissé pourrir la situation en se désengageant chaque année un peu plus du financement des allocations de solidarité malgré le contexte de crise économique aigue qui pèse sur le nombre de bénéficiaires des aides de solidarité. Pire, il a réduit sur la dernière période le montant des dotations versées aux Départements. C'est inacceptable.

L'Etat doit assumer la couverture des allocations de solidarité gérées, dans un souci de proximité, par les départements. Un point c'est tout.

Déplorer ou dénoncer ne suffit pas. Il faut agir pour obtenir des engagements financiers durables et crédibles. Pour se faire il faut aller chercher l'argent là où il se trouve, par exemple en mettant en chantier une véritable réforme de la fiscalité qui mettrait davantage à contribution les produits financiers et les bénéfiques, ou autres plus-values, qui s'exonèrent très largement aujourd'hui de la solidarité nationale via de savants montages financiers et fiscaux tolérés par nos lois nationales.

Loin des coups de menton, c'est une politique de rupture avec l'austérité qu'il convient de mettre en œuvre.